

**MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE ET DE COORDINATION SPS
POUR LA CONSTRUCTION D'UNE RESIDENCE ETUDIANTS SITE DE BERLIOZ A
NANTES
Marché n°24 PAT 07**

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(C.C.P.)**

Maître d'ouvrage :

CROUS de Nantes - Pays de la Loire
2 boulevard Guy Mollet – BP 52213
44322 NANTES cedex 3
02 28 07 34 16

Courriel : immobilier.marches@crous-nantes.fr

1. ARTICLE 1ER - OBJET DU MARCHÉ ET PARTIES CONTRACTANTES	5
1.1. INTITULE DE L'OPERATION - DESCRIPTION	5
1.2. LE MAITRE D'OUVRAGE	6
1.3. ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE	6
1.4. LE MAITRE D'ŒUVRE	6
2. ARTICLE 2 – LOTS – VARIANTE - OPTION	7
3. ARTICLE 3 – PLANNING DE L'OPERATION	7
4. ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	8
5. ARTICLE 5 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	8
6. ARTICLE 6 – PRIX - VARIATIONS - RÈGLEMENTS – PÉNALITÉS	9
6.1. FORME DU PRIX :	9
6.1.1. VARIATIONS DES PRIX :	9
6.1.2. RÈGLEMENTS DES COMPTES – MODALITÉS	9
6.2. SITUATIONS MENSUELLES - DÉCOMPTES MENSUELS – ACOMPTES	10
6.3. SOLDE	11
6.4. DÉLAIS DE PAIEMENT	11
6.5. PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	12
6.6. PÉNALITÉS	12
7. ARTICLE 7 – ASSURANCES	14
7.1. ASSURANCES AVANT ET APRÈS TRAVAUX	14
7.1.1. RESPONSABILITÉ CIVILE	14
7.1.2. RESPONSABILITÉ DÉCENNALE	14
7.1.3. ABSENCE OU INSUFFISANCE DE GARANTIE	14
7.1.4. ASSURANCES CONTRACTÉES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	15
8. ARTICLE 8 – RESILIATION	15
9. ARTICLE 9 - MISSIONS DU CONTRÔLEUR TECHNIQUE – MODALITÉS D'EXECUTION	17
10. ARTICLE 10 – PRÉCISIONS CONCERNANT CERTAINES MISSIONS DU CONTRÔLEUR TECHNIQUE	17
10.1. MISSION RELATIVE A LA SOLIDITÉ ET L'ENSEMBLE DES ÉQUIPEMENTS, COMPRIS RECOLLEMENT DES P.V. D'ESSAIS (TYPE L, LE) :	17
10.1.1. ÉTENDUE DE LA MISSION	17
10.1.2. OUVRAGES SOUMIS AU CONTRÔLE TECHNIQUE	18
10.2. EXECUTION DE LA MISSION DE CONTRÔLE TECHNIQUE	18
10.2.1. PENDANT LA PHASE DE CONCEPTION DU PROJET AVANT SIGNATURE DES MARCHES DE TRAVAUX :	18
10.2.2. PENDANT LA PHASE D'EXECUTION DU PROJET, APRÈS SIGNATURE DES MARCHES DE TRAVAUX:	19
10.3. SOLIDITÉ DES ÉLÉMENTS D'EQUIPEMENT NON INDISSOCIABLEMENT LIÉS AUX OUVRAGES	19
10.3.1. ÉTENDUE DE LA MISSION	19

10.3.2.	EXECUTION DE LA MISSION	19
10.4.	RECOLEMENT DES ESSAIS	19
10.4.1.	ETENDUE DE LA MISSION	19
10.4.2.	INSTALLATIONS SOUMISES AU CONTROLE TECHNIQUE	20
10.4.3.	EXECUTION DE LA MISSION	20
10.4.4.	AVANT RECEPTION DES TRAVAUX	20
10.5.	MISSION RELATIVE A LA SECURITE DES PERSONNES (TYPE S, SEI, SH) :	20
10.5.1.	ETENDUE DE LA MISSION	20
10.5.2.	OUVRAGES ET EQUIPEMENTS SOUMIS AU CONTROLE TECHNIQUE	21
10.5.3.	EXECUTION DE LA MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE	21
10.5.4.	PENDANT LA PHASE DE CONCEPTION DU PROJET	21
10.5.5.	PENDANT LA PHASE D'EXECUTION DU PROJET	22
10.6.	MISSION RELATIVE A L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES (TYPE HAND) :	22
11.	ARTICLE 11 – MISSIONS DU SPS – MODALITES D'EXECUTION	23
11.1.	GENERALITES :	23
11.1.1.	METTRE EN ŒUVRE LES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION :	23
11.1.2.	TENIR COMPTE DES INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE, A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE ET, A CET EFFET, NOTAMMENT :	24
11.2.	PHASE DE CONCEPTION :	24
11.2.1.	AU COURS DE CETTE PHASE, LE TITULAIRE ASSURERA LES TACHES SUIVANTES :	24
	PRESTATIONS SPECIFIQUES A L'ELABORATION DU DCE	27
11.2.2.	MODALITES MINIMALES CONTRACTUELLES DE PRESENCE IMPOSEES AU COORDONNATEUR SPS	27
11.3.	PHASE DE REALISATION :	28
11.3.1.	CADRE GENERAL DE LA MISSION DU COORDONNATEUR SPS EN PHASE REALISATION :	28
11.3.2.	PHASE PREPARATOIRE DU CHANTIER	29
11.3.3.	PHASE TRAVAUX.	30
11.3.4.	TEMPS DE PRESENCE :	32
	PRESENCE COMPLEMENTAIRE LAISSEE A L'APPRECIATION DU COORDONNATEUR SPS	32
11.4.	PHASE DE RECEPTION DES TRAVAUX :	32
11.5.	PHASE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	32
11.6.	ETENDUE DES ACTES :	33
11.7.	EXAMENS CRITIQUES :	33
11.8.	INTERVENTIONS SUR CHANTIER, ET RECEPTION :	33
11.9.	PERIODE DE PARFAIT ACHEVEMENT :	34
11.10.	CONSEILS AU MAITRE D'OUVRAGE :	34
11.11.	MOTIVATION DES AVIS :	34
11.12.	LIMITATION DES SURCOUTS :	34
11.13.	DELAIS :	35
11.13.1.	AVIS SUR DOSSIERS EN COURS DE PHASE DE CONCEPTION :	35
11.13.2.	AVIS EN COURS DE PHASE DE REALISATION :	35
11.13.3.	RAPPORTS DE FIN DE TRAVAUX :	35
12.	ARTICLE 12 MODIFICATION DU MARCHE	35
13.	ARTICLE 13 – PROCEDURES DE RECOURS	35
14.	ARTICLE 14 – CLAUSES DEROGATOIRES AU CCAG	36

15. ANNEXE RELATIVE AU SERVICE D'ÉCHANGE ÉLECTRONIQUE DE GESTION FINANCIÈRE DES TRAVAUX
36

15.1. OBJECTIFS DU SERVICE EDIFLEX	36
15.2. OBJET DU SERVICE	36
15.2.1. LE MAÎTRE D'OUVRAGE	36
15.2.2. LE MAÎTRE D'ŒUVRE	37
15.2.3. L'ENTREPRISE	37
15.2.4. DATES DE SAISIES DES DONNÉES	37
15.2.5. GESTION ÉLECTRONIQUE ET ARCHIVAGE DES INFORMATIONS SUR LE SERVEUR	37
15.2.6. OUVERTURE ET FERMETURE DU SERVICE	37
15.2.7. RÔLE DE LA SOCIÉTÉ ÉPICTURE	38
15.3. TERMINAL D'ACCÈS AU SERVICE	38
15.4. CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION DU SERVICE	38
15.4.1. AUTHENTIFICATION DE L'ABONNÉ	38
15.4.2. ÉMISSION D'INFORMATION	38
15.4.3. RÉCEPTION D'INFORMATION	38
15.4.4. ÉDITION D'INFORMATION SUR SUPPORT PAPIER	38
15.4.5. CONVENTION SUR LA PREUVE	38
15.5. FACTURATION DU SERVICE EDIFLEX	39
15.6. ARTICLES DU CCAG – TRAVAUX AUXQUELS DÉROGE LA PRÉSENTE ANNEXE AU CCP	39

Partie I – GENERALITES – PARTIES COMMUNES

1. Article 1er - OBJET DU MARCHE ET PARTIES CONTRACTANTES

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Particulières a pour objet l'exercice des missions suivantes :

- Les missions du contrôleur technique concrétisées par des avis dans les conditions de l'article L. 111.23 du Code de la Construction et de l'Habitation et portant sur les natures et domaines définis à l'article 6 ci-après pour la conception et l'exécution des travaux ;
- La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (SPS) relative à l'opération de bâtiment de catégorie 1 au sens de l'article R. 238-8 du code du travail.

1.1. INTITULE DE L'OPERATION - DESCRIPTION

Les missions portent sur la construction d'une résidence étudiants site de BERLIOZ à Nantes.

Le programme détaillé de l'opération est joint en annexe au présent CCP.

Lieu d'exécution : Cité Universitaire Berlioz – 81 rue de la Gaudinière – 44300 NANTES

Avec 65 000 étudiants inscrits en 2020-2021, la métropole nantaise connaît une progression de +27% des effectifs étudiants ces dix dernières années. Cette augmentation se poursuit et le besoin actuel de logement étudiant social est estimé à 1200 supplémentaires.

La cité universitaire Berlioz Longchamp offre un potentiel de densification au cœur de Nantes.

L'opération projetée vise à offrir à terme près de 710 logements sur le site, soit 200 unités à créer.

Elle consiste en l'extension du bâtiment B, tripode construit en 1964 et réhabilité en 2010.

Les enjeux de ce projet sont les suivants :

- ✓ Augmenter le capacitaire de la cité universitaire,
- ✓ Disposer de bâtiments répondant aux besoins, aux exigences environnementales, à la réglementation, d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, de sécurité incendie, et d'hygiène et offrant une ergonomie adaptée aux publics accueillis,
- ✓ Améliorer les conditions d'accès et d'accueil des usagers dans le bâtiment B sur lequel vont se greffer les extensions, notamment son accessibilité,
- ✓ Proposer des conditions de travail optimales pour les personnels en disposant de locaux répondant aux normes du droit du travail et faciliter les interventions des agents,
- ✓ Inscrire le projet immobilier, social et économique, dans une démarche de développement durable pour proposer un projet économique efficace, socialement équitable, et écologiquement fiable prenant en compte le bien être de chacun, qu'il soit une personne en situation de handicap ou un professionnel
- ✓ Intégrer les extensions dans un secteur urbain en devenir
- ✓ Assurer la sécurité des usagers pendant le chantier (bâtiment B occupé)
- ✓ Contenir les coûts d'investissement et de fonctionnement afin de maîtriser les charges énergétiques et locatives,

L'opération doit permettre d'offrir à terme 200 logements supplémentaires.

Données site :

La résidence universitaire Berlioz, composée des bâtiments A et B, a été inauguré en 1964. Elle totalise aujourd'hui 330 chambres pour 6 537 m² de SHOB. Elle a été rénovée en 2010.

La résidence Longchamp (sur le même site) comporte deux immeubles (C et D) totalisant 190 studios pour une SHOB de 8 403 m². Elle a été construite en 2005.

- ✓ Zonage Umb, quartier de grands ensembles ou de projet urbain, du PLUM de Nantes Métropole
- ✓ Hauteur métrique limitée à 19m
- ✓ Présence de 3 espaces de bois classés
- ✓ Soumis à des Orientations d'Aménagement et de Programmation sectorielles et thématiques,
- ✓ Servitude de patrimoine culturel en partie sud du site .

L'hébergement des étudiants sera assuré pendant le chantier y compris dans le bâtiment B. Le chantier sera donc réalisé en site occupé.

1.2. **LE MAITRE D'OUVRAGE**

Le maître d'ouvrage est le CROUS de Nantes.

1.3. **ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE**

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage est assurée par :

MOTIC

9, rue des acacias
44190 BOUSSAY
glegovic@motic.fr / 0643552121

1.4. **LE MAITRE D'ŒUVRE**

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

BARRE LAMBOT Architectes

3 rue du Pr Yves Boquien
44 000 NANTES
barrelambot@mac.com

La fonction de maîtrise d'œuvre comprend :

- **Éléments de mission de base :**
 - ✓ Les études d'esquisse ;
 - ✓ Les études d'avant-projet ;
 - ✓ Les dossiers de permis de construire et autres autorisations administratives ;
 - ✓ Les études de projet ;
 - ✓ L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux ;
 - ✓ La direction de l'exécution des marchés publics de travaux ;
 - ✓ L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement ;
 - ✓ Mission quantitatifs sur tous les lots
 - ✓ Mission EXE partielle (fluides – structure)
 - ✓ Mission de synthèse (fluides – structure)

Le contenu de chaque élément est celui qui figure aux annexes I et II de l'arrêté du 21 Décembre 1993.

- **Missions complémentaires**

Le maître d'ouvrage pourra confier au maître d'œuvre les missions suivantes :

L'équipe sélectionnée de verra confier également les missions complémentaires suivantes :

- ✓ Mission S.S.I.
- ✓ Mission MOB assistance au choix du mobilier

2. Article 2 – LOTS – VARIANTE - OPTION

Le marché est décomposé en 2 lots :

Lot 1 : Contrôle technique (CT)

Lot 2 : Coordination SPS (CSPS)

Les travaux sont réalisés en une seule tranche et **en site occupé**. Il est indispensable que le CSPS intègre dans son offre une mission d'avis et de conseil à la maîtrise d'ouvrage sur les problématiques de sécurité hors code du travail, plus précisément sur la limitation des risques de coactivité vis-à-vis des étudiants.

Option : sans objet

Variante : non autorisée

Chaque candidat doit présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation.

Le cahier des clauses particulières est gardé par l'entreprise qui n'a pas à y apporter de complément ou de modification.

L'original faisant foi est conservé au CROUS de Nantes.

3. Article 3 – Planning de l'opération

- ✓ Elaboration du programme : novembre / Février 2023
- ✓ Procédure de consultation de maîtrise d'œuvre : décembre 2023 à novembre 2024
- ✓ Etudes de conception jusqu'à remise PRO/DCE : décembre 2024 à septembre 2025
- ✓ Consultations entreprises : septembre à novembre 2025
- ✓ Notification des entreprises : Décembre 2025
- ✓ Durée des travaux : Janvier 2026 à juillet 2027
- ✓ Livraison finale : juillet 2027

L'enveloppe financière prévisionnelle allouée aux travaux est de : 9 200 000,00 € HT.

Durée indicative des travaux : Délai : 18 mois y compris période de préparation. Il s'agit d'un délai indicatif. En cas de dépassement de la durée prévisionnelle de chantier, le CSPS ou le CT ne pourront s'en prévaloir pour solliciter un avenant à leur mission.

De la même manière, sauf évolution substantielle des éléments de programme, le CSPS ou le CT ne pourront se prévaloir d'une hausse du montant de travaux pour solliciter un avenant à leur contrat

Dans les deux cas, le contrat prévoit une indexation de la rémunération de ces prestations intellectuelles sur un indice, qui doit théoriquement compenser d'éventuelles hausses de cout.

4. Article 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Il est précisé que toutes les clauses sont de rigueur, aucune d'elles ne pourra être réputée comminatoire. Aucune dérogation aux stipulations du marché ne sera admise, à moins qu'elle ne fasse l'objet d'un accord écrit entre les parties.

-Pièces particulières :

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, et, en cas de contradiction entre elles, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-travaux.

- ✓ L'acte d'engagement (ATTRI1) et sa DPGF
- ✓ Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- ✓ Le règlement de consultation (RC) et ses annexes
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- ✓ Le programme de l'opération

-Pièces complémentaires :

- ✓ La lettre de candidature (DC1)
- ✓ La déclaration du candidat (DC2)

-Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix (janvier 2025).

⇒ **Pour le SPS**

- Le CCAG PI approuvé par le décret n° 78-1306 du 26 décembre 1978 et l'ensemble des pièces qui l'ont modifié.

⇒ **Pour le contrôle technique :**

- Les conditions générales d'intervention pour le contrôle technique d'une construction (adoptées par COPREC-Construction le 30 mai 1997) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de contrôle technique approuvé par le décret n°99.443 du 28 mai 1999 ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé (CCAG – PI) par le décret n°78.1306, du 26 décembre 1978.
- Sauf définition explicite des pièces particulières du marché, les documents généraux s'entendent : la dernière édition parue au plus tard dans le mois qui précède celui où se situe la date limite pour la remise des prix.
- Tous ces documents sont impérativement applicables aux prestations visées au CCP sans qu'il soit nécessaire de les énumérer ou de les préciser à nouveau dans les différents chapitres.
- Bien que non matériellement joints au marché, ils sont réputés connus de toutes les entreprises et comme tels, contractuels.

5. Article 5 – Propriété intellectuelle

Il est fait application de l'option B du CCAG PI.

6. Article 6 – PRIX - VARIATIONS - REGLEMENTS – PENALITES

6.1. FORME DU PRIX :

Le marché est passé, pour chaque phase, à prix global forfaitaire pour l'ensemble des prestations définies par les pièces contractuelles.

Ce prix est le montant indiqué par le contrôleur ou le coordonnateur SPS dans l'acte d'engagement, exprimé successivement hors T.V.A. (H.T.) et T.V.A. comprise (T.T.C.) en lettres et en chiffres.

Ce prix comprend :

- Tous les frais nécessaires à la réalisation complète de la mission. Le contrôleur et le coordonnateur SPS sont réputés connaître les contraintes s'appliquant à l'opération.
- Les frais d'assurance résultant des dispositions prévues au présent C.C.P. à l'article 7.

6.1.1. Variations des prix :

- *Actualisation des prix*

Sans objet.

- *Révision des prix*

Afin de tenir compte des variations économiques, la rémunération du CT et du coordonnateur SPS variera, en hausse comme en baisse, selon les conditions fixées ci-dessous.

Les honoraires fixés dans l'acte d'engagement sont réputés établis sur la base du mois de remise des offres appelé « mois zéro », à savoir janvier 2025.

La rémunération de base sera révisée, élément de mission par élément de mission, par application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,15 + 0,85 \ln / I_o)$$

Avec I_o : index ingénierie afférent au mois zéro

I_n : index ingénierie afférent au cours duquel la prestation a été achevée

P_o : montant de l'élément de mission au mois zéro

6.1.2. Règlements des comptes – Modalités

- a) *Avance*

Sans objet

- b) *Cautionnement*

Sans objet.

- c) *Acomptes et solde*

En complément à l'article 11 du CCAG PI, le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Cette répartition est reprise et précisée en annexe 1 de l'acte d'engagement.

Montant de l'acompte.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques.

Toutefois, dans le cas où le délai d'exécution est important, le titulaire pourra bénéficier d'acomptes dont la fréquence pourra être mensuelle, afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois conformément à l'article 114 du décret 2016-360. Dans ce cas, l'état périodique, établi par le titulaire conformément aux stipulations qui suivent, comporte le compte rendu d'avancement de la phase en cours d'exécution à laquelle la demande d'acompte se rapporte, indique le pourcentage approximatif d'avancement de leur exécution. Ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant par application au montant de l'élément de mission auquel l'acompte se rapporte, ce dernier montant étant celui visé à l'article ci-dessus.

Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

a) État périodique

L'état périodique, établi par le titulaire, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le titulaire du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

b) Projet de décompte périodique

En dérogation à l'article 11 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire présentera au maître de l'ouvrage ses notes d'honoraires par le service Ediflex mis en place pour l'opération.

Les dates de présentation des situations par le titulaire, de vérification et de validation par les représentants du maître d'ouvrage, telles qu'elles figurent sur les écrans et les éditions du service Ediflex, font foi.

Ces dates valent « accusé de réception » pour l'abonné suivant, conformément au circuit de vérification imposé par le service et défini dans la convention d'interchange.

Les projets de décomptes mensuels sont pris en charge et gérés par le service Ediflex qui détermine les informations qui les constituent, leur circuit de vérification et le modèle de présentation des pièces justificatives transmises au comptable public. Le service Ediflex évite ainsi les transmissions systématiques de décomptes sur support papier, l'envoi de lettres recommandées.

c) Décompte périodique

Pour l'application de l'article 11.7 du CCAG PI, le maître d'ouvrage établit le décompte périodique.

Les décomptes mensuels sont pris en charge et gérés par le service Ediflex qui détermine les informations qui les constituent, leur circuit de vérification et le modèle de présentation des pièces justificatives transmises au comptable public. Le service Ediflex évite ainsi les transmissions systématiques de décomptes sur support papier, l'envoi de lettres recommandées.

Les pièces justificatives transmises au comptable public reprendront (notamment),

- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées
- Les pénalités appliquées ;

d) Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au titulaire est déterminé par le maître de l'ouvrage qui terminera le circuit de validation sur le service Ediflex :

Cet acompte reprendra, notamment :

- Les montants des décomptes périodiques en cours et précédent
- L'incidence de la T.V.A.
- Le montant total de l'acompte à verser,

Le maître de l'ouvrage utilisera le service Ediflex pour notifier au titulaire l'état d'acompte. S'il modifie le projet du titulaire, il joint le décompte modifié.

6.3. SOLDE

En dérogation à l'article 11-8 du CCAG-PI, après constatation de l'achèvement total de sa mission dans les conditions prévues au CCTP du présent marché, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final. Cette transmission se fera par le service Ediflex .

Décompte final

Le décompte final établi par le Maître d'Œuvre comprend :

- a) Le forfait de rémunération ;
- b) La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage
- c) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire en application du présent marché ;
- d) La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

Décompte général - État du solde

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte périodique antérieur ;
- d) L'incidence de la T.V.A. ;
- e) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus ;
- f) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au titulaire le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le titulaire, qui doit être signifiée dans les 30 jours suivant la réception du décompte général notifié par le maître d'ouvrage. A défaut de réponse dans le délai de 30 jours, et par dérogation à l'article 37 du CCAG PI, le titulaire est réputé avoir accepté le décompte général et n'est plus fondé à le contester.

En cas de refus par le titulaire du décompte général notifié, le titulaire doit, dans le délai de 30 jours précité, remettre au maître d'ouvrage un mémoire en réclamation explicitant les motifs de ce refus et les sommes dont il demande le règlement, accompagné des pièces justificatives. Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. Le titulaire dispose, sous peine de forclusion, d'un délai de trois mois à compter de la réception de la décision de rejet de sa réclamation, ou de la formation d'une décision implicite de rejet, pour porter le contentieux devant la juridiction compétente. A défaut de saisine dans ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté le décompte général.

6.4. DELAIS DE PAIEMENT

Les factures sous forme dématérialisée seront transmises conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et au décret n°2016-1478 du 02 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique.

Cette transmission s'effectuera via un dépôt sur Ediflex pour les entreprises concernées. Les modalités de fonctionnement de cette plateforme sont énoncées en annexe.

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception des factures par le CROUS.
Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne majoré de 8 points.
Le marché est réglé à prix forfaitaire et révisable en application de la formule de révision figurant dans le CCP.

e) Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants.

6.5. PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.61 du Cahier des Clauses Administratives Générales de Prestations Intellectuelles et dans l'acte d'engagement.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

les renseignements mentionnés à l'article 3.6 du CCAG Prestations Intellectuelles;

le compte à créditer.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus de l'avenant ou de l'acte spécial :

L'ensemble des éléments prévus conformément aux articles 134 à 136 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le titulaire au maître de l'ouvrage, doivent être établies dans la même unité monétaire que la monnaie de compte.

Modalités de paiement direct par virements

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Pour les prestations du marché, les sous-traitants doivent être payés selon la procédure de paiement direct instituée par la loi du 31 Décembre 1975. A cette fin, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

6.6. PENALITES

- a) Pénalités pour retard dans la remise d'un rapport ou de tout autre document demandé par le Maître d'Ouvrage ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage

En cas de non remise des rapports conformément au calendrier d'exécution de la mission précisé dans le CCTP ou tout document demandé par le Maître d'Ouvrage et/ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le nombre de jours calendaires de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite. Le montant de la pénalité journalière calendaire est fixé à 150 euros.

b) Pénalités pour non-présence au rendez-vous de chantier

Le présent titulaire doit être présent à toutes les réunions de chantier, réunions des maîtrises et réunions pour lesquelles il reçoit une convocation (Maître d'ouvrage, Assistant maître d'ouvrage et Maître d'œuvre).

En cas d'absence non excusée par le Maître d'Ouvrage et/ou l'Assistant du Maître d'Ouvrage du titulaire ou de l'un de ses sous-traitants conviés à un rendez-vous de chantier ou à une réunion, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 150 euros.

Le délai de production des documents est fixé à 10 jours calendaires. Passé ce délai, les pénalités ici prévues seront applicables

c) Pénalités pour non-présence aux réunions auxquelles le Bureau de Contrôle ou le CSPS est convoqué

Un mail du Maître d'Ouvrage et /ou de l'Assistant du Maître d'Ouvrage et/ou les PV de réunions des maîtrises valent convocation du titulaire dont la présence est requise.

En cas d'absence du titulaire non excusée par le Maître d'ouvrage et/ou l'Assistant Maître d'Ouvrage ou de l'un de ses sous-traitants conviés à ces réunions spécifiques, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 150 euros.

d) Avis en cours de phase de réalisation

En cas de retard du fait du titulaire entraînant lui-même un retard dans l'exécution des ouvrages, par rapport aux délais fixés à l'article 12.8, celui-ci se verra appliquer une pénalité par jour calendaire égale à 75 euros.

e) Rapports de fin de travaux et DIUO

En cas de retard du fait du titulaire par rapport aux délais fixés à l'article 12.8, celui-ci se verra appliquer une pénalité par jour calendaire égale à 150 euros.

f) Pénalités pour oubli d'avis en phase de conception :

En cas de travaux supplémentaires survenue en phase de préparation ou en cours de chantier, dont l'origine se trouve être la formulation d'un nouvel avis du bureau de contrôle en phase de préparation ou de chantier non précédemment formulé lors de la phase de conception de maîtrise d'œuvre dans son RICT, des pénalités correspondantes aux dépassements induits lui seront déduites de ses situations.

Le bureau de contrôle bénéficiera d'un seuil de tolérance de 1% du montant total du marché, dans la limite du plafond de 10% du montant HT total du marché dont il est titulaire.

Il est donc demandé une analyse attentive des documents de conception et de DCE pour limiter le risque de dérives budgétaires.

Sont exclues de ces pénalités, les évolutions de programme, les travaux relevant d'aléas de chantier non anticipables (invisibles, liés à des retards sur des rendus d'études préalables comme l'amiante), ou liés à des demandes de la maîtrise d'ouvrage relatives à des exigences de sécurité supérieures aux seuils réglementaires (ex : asservissement des dispositifs de SSI, demandes de trappes supplémentaires etc...)

7. Article 7 – ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le contrôleur technique doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire en application de l'article L. 241.1 du code des assurances ainsi que d'une assurance civile professionnelle et décennale, conformément aux dispositions du Code la Construction et de l'Habitat.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du contrôleur technique ou du coordonnateur SPS.

Les candidats devront anticiper dans leur offre les éventuelles augmentations du cout d'assurances qui pourraient subvenir durant le projet. Ils ne pourront s'en prévaloir pour solliciter un avenant sauf dans le cas d'une évolution notable du programme.

7.1. ASSURANCES AVANT ET APRES TRAVAUX

7.1.1. Responsabilité Civile

Le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police de responsabilité civile destinée à couvrir les conséquences de la responsabilité civile lui incombant, en vertu des articles 1382 et suivants du Code Civil en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels, intervenus avant, pendant et après les prestations, objets du présent marché, et causés soit du fait du personnel de l'entreprise ou de ses préposés, , soit du fait de ses prestations.

Le titulaire doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Il doit adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de sa mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles de ses sous-traitants.

7.1.2. Responsabilité Décennale

Le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police couvrant, pendant 10 ans, les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil. En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A 243-1 précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

7.1.3. Absence ou insuffisance de garantie

Le titulaire devra fournir les attestations d'assurances concernant les polices mentionnées ci-dessus.

Si elles ne sont pas adressées au Maître d'ouvrage dans le délai imparti ou si elles ne sont pas conformes à ce qui précède, celui-ci se réserve le droit de bloquer tout paiement jusqu'à ce que l'entreprise remette les attestations demandées, sans que le décalage de paiement ouvre droit à intérêts.

En cas d'absence de couverture, de couverture insuffisante ou de résiliation de la ou les polices souscrites, le Maître d'ouvrage exigera de la part du titulaire, la souscription d'une nouvelle assurance ou d'une assurance complémentaire.

Dans le cas où après mise en demeure, le titulaire ne serait pas en mesure de satisfaire à la demande du Maître d'ouvrage, celui-ci se réserve le droit de souscrire, les assurances nécessaires aux lieux et place de l'entreprise.

Dans ce dernier cas, les primes de ces assurances seront de plein droit déduites du montant des règlements à intervenir au titre du marché, même dans le cas où ces prestations auraient été sous-traités.

Enfin, toute surprime appliquée par l'Assureur Dommages Ouvrage du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance du titulaire, sera automatiquement mise à la charge de l'Entrepreneur, lequel s'engage à la régler au Maître d'Ouvrage dès que la notification lui en est faite par ce dernier.

7.1.4. Assurances contractées par le maître d'ouvrage

Assurance Tous Risques Chantier :

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire, tant à son profil qu'à celui éventuellement de l'ensemble des locuteurs d'ouvrage, une police Tous Risques Chantier (TRC) destinée à couvrir les dommages matériels aux ouvrages en cours de construction, voir éventuellement la responsabilité vis-à-vis des tiers durant cette période. Chaque intervenant doit néanmoins conserver sa police individuelle et responsabilité de droit commun.

La police TRC comportera une franchise qui, en cas de sinistre, sera supportée intégralement par l'intervenant responsable ou, en cas de pluralité de responsables, au prorata des responsabilités déterminées. Dans le cas où aucune responsabilité ne pourrait être déterminée, la franchise sera imputée aux titulaires de chacun des lots concernés, au prorata du coût de la réparation des dommages affectant ces lots.

Les indemnités dues au titre de la police TRC seront versées par l'assureur au seul maître de l'ouvrage, charge pour lui de les verser ensuite aux différents intervenants.

8. Article 8 – RESILIATION

Le présent marché pourra être résilié par le maître d'ouvrage sans préjudice de tous les autres droits, actions et recours dont le maître de l'ouvrage pourrait disposer en vue de la réparation du préjudice qu'il pourra éventuellement avoir subi.

Les titulaires ne peuvent, pour leur part, prétendre à aucune indemnité, dans les cas suivants :

- au cas où le contrôleur ou le coordonnateur SPS n'exécute pas ou ne respecterait pas une obligation quelconque lui incombant en vertu du présent marché, ou l'un des engagements qui y sont contenus et où il ne serait pas porté remède à ce manquement dans les 15 jours suivant la mise en demeure émanant du maître de l'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'exécuter ladite obligation ou ledit engagement.
- aux cas où, le contrôleur ou le coordonnateur SPS étant une personne morale :
 - Celle-ci serait absorbée par une autre entité ou absorberait une autre entité, et où la propriété de la majorité des actions ayant droit de vote du contrôleur viendrait à changer de mains sous quelque forme que ce soit et pour quelque raison que ce soit.
 - Les personnes physiques désignées à l'acte d'engagement ne seraient plus salariées de cette personne morale ou ne rempliraient plus les conditions légales leur permettant de réaliser la mission.
- au cas où le contrôleur ou le coordonnateur SPS étant une personne physique celle-ci viendrait à décéder ou encore ne remplirait plus les conditions légales lui permettant de réaliser sa mission notamment :

En cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du contrôleur technique portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.
- au cas où le maître de l'ouvrage ne pourrait poursuivre l'opération pour tout motif technique, commercial, foncier ou financier, et notamment, mais de manière non limitative, en cas d'impossibilité d'obtenir ou de réunir le financement, ou en cas d'absence de perspectives commerciales :
- en cas de sursis à statuer, de refus ou de retrait du permis de construire, de référé ou de recours gracieux, hiérarchique ou contentieux, d'ouverture d'une procédure de modification ou de révision des documents d'urbanisme devant rendre impossible l'octroi du permis de construire, de modification ou de révision ayant le même effet, de refus du maire de proposer la modification ou la révision des documents d'urbanisme lorsque celle-ci est nécessaire à l'obtention du permis de construire, de refus de modification ou de révision dans le même cas.

Plus généralement le présent contrat pourra être résilié dans les conditions et suivant les modalités figurant aux C.C.A.G.-P.I.

Ladite résiliation prendra effet à la date prévue dans la notification de résiliation envoyée par le maître d'ouvrage et sans qu'il soit besoin d'accomplir aucune formalité judiciaire ni extra judiciaire (à l'exception de celle prévue pour le 1^{er} cas visé).

La présente clause est dictée en faveur du maître d'ouvrage qui sera libre de s'en prévaloir ou non.

⇒ Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage se réserverait le droit de suspendre l'opération, le contrat serait alors réputé suspendu et non résilié et, pour autant que le maître d'ouvrage en décide ainsi dans un délai maximal de trois (3) ans à compter de la notification de la suspension, l'exécution du présent contrat serait alors reprise.

⇒ Si, à l'expiration du délai de trois ans, le maître d'ouvrage n'a pas notifié son intention de reprendre l'exécution, le contrat se trouvera alors résilié de plein droit.

⇒ En cas de suspension puis de reprise de l'opération, toute somme forfaitaire due au contrôleur sera indexée en tenant compte de toute la période de suspension selon l'index ingénierie.

Dans le cas où elle ne respecterait pas l'une ou l'autre des obligations du présent contrat, et 15 (quinze) jours après une mise en demeure restée infructueuse, le Maître d'ouvrage pourra déclarer l'entreprise défaillante et constater la résiliation de plein droit du présent contrat.

L'exécution des prestations pourra alors être poursuivie par toute autre entreprise au choix du Maître d'ouvrage.

Un constat contradictoire des prestations, d'ores et déjà effectués, à la date de résiliation, devra être dressé en présence de l'entreprise.

Un arrêté de compte provisoire sera établi sur la base de ce constat. Le solde éventuellement créditeur au profit de l'entreprise en résultant, restera bloqué et constituera une réserve.

Le décompte général définitif du marché résilié sera notifié à l'entreprise.

L'entreprise étant responsable des conséquences financières de sa défaillance, les sommes dont elle serait redevable à cet égard, et notamment les coûts supplémentaires qu'impliquerait la poursuite des prestations, seront de plein droit imputés sur le montant de cette réserve. D'autre part, les frais d'expertise éventuels seront avancés par le maître de l'ouvrage, mais imputés sur les sommes restantes dues à l'entreprise défaillante.

Les dispositions ci-dessus seront également applicables dans le cas où la défaillance du titulaire résulterait de sa mise en redressement ou liquidation judiciaire, à moins que l'administrateur judiciaire ne décide de poursuivre l'exécution du présent marché, conformément à ses clauses et conditions, et de fournir les prestations promises.

Le règlement définitif des sommes pouvant rester dues au titulaire après les imputations ci-dessus, n'interviendra qu'après l'arrêté définitif des comptes du contrat, et après remise au Maître d'ouvrage par l'entreprise, l'administrateur judiciaire ou le liquidateur, d'une attestation d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, certifiant que les conséquences de la responsabilité de l'entreprise selon les principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants et 2270 du Code Civil, à effet de couvrir les sommes résultant de l'arrêt des comptes, couvertes pendant les durées mentionnées aux dits articles, et ce au profit du Maître de l'ouvrage.

Enfin, le Maître d'ouvrage aura également la faculté de résilier, de plein droit, par simple lettre recommandée, le marché du titulaire dont le retard d'exécution de sa prestation serait soit égal ou supérieur à deux mois.

Dans ce cas, il sera retenu à l'entreprise, à titre de dommage et intérêt, une somme égale à 10 % du montant des prestations restant à exécuter.

L'arrêté de compte et la reprise des prestations se feront alors conformément aux stipulations énoncées ci-dessus.

Partie II – MISSIONS DU CONTRÔLEUR TECHNIQUE DE LA CONSTRUCTION

9. Article 9 - MISSIONS DU CONTRÔLEUR TECHNIQUE – MODALITES D'EXECUTION

Les interventions confiées au titulaire concernent le contrôle technique portant sur la prévention des aléas suivants :

Il s'agit d'une mission constituée des éléments suivants :

- Mission L : portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables, y compris parasismique
- Mission S : portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions, telles que définies par l'article 7 du CCTG Contrôle Technique et complétées par les dispositions ci-après.

Le contenu de chaque mission est celui prévu par l'annexe A du CCTG Contrôle Technique, complété par les dispositions ci-après.

Au titre des missions complémentaires réglementaires :

- Mission PS : sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme (**y compris attestation**)
- Mission P1 : relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés,
- Mission Ph : isolation acoustique (**y compris fourniture de l'attestation**)
- Mission LE : solidité des existants.
- Mission Th : isolation thermique et économies d'énergie :
 - **y compris Fourniture des Attestations :**
 - prise en compte de la réglementation énergétique et environnementale RE2020, Y compris affichage niveau énergétique (Diagnostic de Performance Energétique = DPE)
- Mission Hand : accessibilité des constructions pour les personnes handicapées, **compris Attestation accessibilité handicapés à l'achèvement des travaux (suivant articles L – 111-7-4, R.111-19-19, R.111-19-20, R.111-19-21 et R.111-19-22 du Code de la Construction et de l'Habitation).**
- Mission EL – VC / IN : Vérification initiale des installations électriques.
- **Vérification des installations électriques au titre de la protection des travailleurs (décret n°88-1056 du 14 novembre 1988, complété par l'arrêté du 10.10.2000) y compris zone non classé en ERP; Les agents de maintenance du Crous ayant vocation à intervenir au niveau de toutes les installations, outre les espaces communs privatifs ou non, les logements, espaces extérieurs et communs sont soumis à cette vérification initiale.**
- Mission PV : Procès-verbal de recollement des attestations d'essais de fonctionnement de l'AQC en remplacement des anciens PV Coprec des entreprises.

10. Article 10 – PRECISIONS CONCERNANT CERTAINES MISSIONS DU CONTRÔLEUR TECHNIQUE

Il est précisé que les missions confiées au titulaire sont uniquement celles visées à l'article ci-dessus.

10.1. MISSION RELATIVE A LA SOLIDITE ET L'ENSEMBLE DES EQUIPEMENTS, COMPRIS RECOLLEMENT DES P.V. D'ESSAIS (TYPE L, LE) :

10.1.1. Etendue de la mission

Les aléas techniques que le Contrôleur Technique a pour mission de prévenir sont exclusivement ceux découlant d'un défaut de solidité des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert et, pour bâtiments, des éléments d'équipement qui font indissociablement corps avec ces ouvrages.

Il est précisé que les termes "défaut de solidité" revêtent les significations suivantes :

Mauvaise adaptation du mode de fonction à la nature des ouvrages et des terrains rencontrés.

Défaut de stabilité ou de résistance mécanique des ouvrages sous l'effet des charges permanentes ou variables (d'utilisation ou climatiques) qu'il est prévu de leur faire supporter, étant entendu qu'il appartient au maître d'ouvrage de faire connaître de façon précise au Contrôleur Technique ses exigences en la matière.

Déformation excessive des ouvrages par rapport aux limites fixées par la réglementation technique en vigueur.

Défaut d'étanchéité des ouvrages.

La prévention des aléas qui ne compromettent pas la résistance ou l'étanchéité des ouvrages et qui n'entraînent pas leur déformation excessive n'est pas comprise dans la mission.

La mission est étendue à celle relative à la solidité des ouvrages existants faisant l'objet d'adaptations, de restructuration ou de modifications, avec vérification de la compatibilité du programme avec l'état des existants conservés (mission dite LE).

Elle a pour objet de prévenir les défauts de solidité des ouvrages existants, par suite de l'exécution d'ouvrages ou d'éléments d'ouvrages neufs. Elle porte sur les ouvrages devant faire l'objet d'une surélévation, d'une reprise en sous-œuvre ou d'une réhabilitation suivant projet du Maître d'Œuvre.

10.1.2. Ouvrages soumis au contrôle technique

Le contrôle technique porte sur les ouvrages, installations et dispositions énumérés ci-après, sachant que le programme consiste principalement en la démolition et reconstruction de locaux :

- Les ouvrages de fondation qui assurent le report au sol des charges nouvelles apportées par le bâtiment.
- Les ouvrages d'ossature qui ont été conçus pour recevoir et transmettre aux fondations les charges de toute nature.
- Les ouvrages de clos et de couvert fixes ou mobiles qui offrent une protection au moins partielle contre les agressions des éléments naturels extérieurs.
- Pour les bâtiments, les éléments d'équipement indissociablement liés au sens de l'article 1792.2 du Code Civil aux ouvrages ci-dessus.

10.2. EXECUTION DE LA MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE

La mission du Contrôleur Technique comporte exclusivement les prestations suivantes :

10.2.1. Pendant la phase de conception du projet avant signature des marchés de travaux :

Le titulaire effectue les opérations suivantes :

- Examen des hypothèses retenues en vue de la détermination du mode de fondation des ouvrages et des justificatifs correspondants (sondages, résultats d'essais géotechniques, etc.).
- Examen des plans et devis descriptifs et autres documents techniques se rapportant aux ouvrages soumis au contrôle et destinés à la consultation des entreprises.
- Examen des modifications apportées au dossier d'appel d'offres et retenues par le maître de l'ouvrage.

Cette première phase est assortie :

de la production de trois rapports suivants: un à l'issue de la phase APS, un à l'issue de la phase APD; un à l'issue de la phase PRO/DCE; explicitant les avis portés sur les documents techniques examinés.

Le Contrôleur Technique adresse ces rapports au maître de l'ouvrage dans les délais prévus à l'article 12.8 du présent cahier des charges.

10.2.2. Pendant la phase d'exécution du projet, après signature des marchés de travaux :

Le titulaire effectue les opérations suivantes :

- Examen des conditions dans lesquelles s'effectuent les vérifications techniques auxquelles sont tenus, pour leurs propres prestations, les constructeurs visés à l'article 1792.2 du Code Civil.

Dans ce but, le Contrôleur Technique procède à l'examen :

- Des dispositions prévues par chacun des constructeurs pour la réalisation des vérifications techniques qui lui incombent en s'assurant notamment qu'il fait appel, chaque fois que cela est possible, à des méthodes objectives fondées sur l'expérimentation et les mesures.
- Des plans, devis descriptifs et autres documents techniques d'exécution réalisés dans le cadre des marchés de travaux.
- Du terrain de fondation et des ouvrages en cours de réalisation.
- Des méthodes d'essais.

De plus, le titulaire :

- Prend connaissance des certificats de qualification et des documents associés.
- Apprécie les résultats et conclusions portés sur les différents documents.
- Examine les travaux en cours de réalisation.

Sauf dispositions réglementaires contraires, ces examens s'exercent par sondages et ne comportent donc pas de vérifications systématiques.

Ainsi, le Contrôleur Technique n'est pas tenu d'assister systématiquement aux réunions périodiques de chantier ; il se référera aux dispositions prévues au marché.

La mission ne comprend pas la réalisation d'enquêtes sur des matériaux ou procédés de technique non courants.

A la fin de cette deuxième phase de mission et avant de signer les procès-verbaux de réception, le Maître de l'Ouvrage recueille l'avis du Contrôleur Technique.

La mission (L+LE) comprend la mission de solidité des ouvrages et la mission complémentaire.

10.3. SOLIDITE DES ELEMENTS D'EQUIPEMENT NON INDISSOCIABLEMENT LIES AUX OUVRAGES

10.3.1. Etendue de la mission

Les aléas techniques que le Contrôleur Technique a pour mission de prévenir sont exclusivement ceux découlant d'un défaut de solidité des éléments d'équipement visés ci-dessus.

10.3.2. Exécution de la mission

L'exécution de la mission s'effectue conformément aux dispositions visées à l'article 10.1.3. ci-dessus.

10.4. RECOLEMENT DES ESSAIS

10.4.1. Etendue de la mission

La mission consiste à s'assurer que les essais et vérifications de fonctionnement, jugés indispensables que doivent effectuer les entreprises, en vue de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations sont bien prévus aux dossiers de marché des entreprises.

10.4.2. **Installations soumises au contrôle technique**

La mission du Contrôleur Technique porte notamment sur les installations énumérées ci-après:

- Réseaux d'alimentation en eau et d'assainissement
- Chauffage, conditionnement, ventilation, climatisation
- Toutes Installations électriques liées au projet y compris, logements éclairage extérieur
- Production et distribution d'eau chaude, distribution d'eau froide, évacuation
- Portiers électroniques, distribution collective d'antenne de télévision
- Courants faibles

10.4.3. **Exécution de la mission**

Pendant la phase de mise au point du marché du projet, avant signature du marché, le Contrôleur Technique accompagne le Maître d'ouvrage dans l'analyse des documents techniques de l'offre de l'attributaire du marché.

10.4.4. **Avant réception des travaux**

Le Contrôleur Technique examine les procès-verbaux des essais de vérifications effectuées par les entreprises préalablement à la réception des travaux.

Il vérifie que les résultats de l'ensemble des essais et vérifications ci-dessus figurent bien dans les procès-verbaux et que ces résultats sont satisfaisants,

A la suite de cet examen, le Contrôleur Technique adresse au maître d'ouvrage avant la réception des travaux, un rapport explicitant les avis portant sur les procès-verbaux mentionnés ci-dessus.

A la fin de cette deuxième phase, le Contrôleur Technique établit un rapport faisant état de la réalisation des essais conformément aux pièces contractuelles et appréciant au vu des essais réalisés par l'entreprise, les performances des installations.

Une mise au point et un rapport complémentaire seront éventuellement effectués si les premiers résultats obtenus ne sont pas conformes aux prescriptions contractuelles.

10.5. **MISSION RELATIVE A LA SECURITE DES PERSONNES (TYPE S, SEI, SH) :**

10.5.1. **Etendue de la mission**

Les aléas techniques que le Contrôleur Technique a pour mission de prévoir sont exclusivement ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sécurité des personnes et applicables aux ouvrages et équipements pendant leur phase de construction, jusqu'à la réception des travaux inclusivement.

Après la réception des travaux, les compléments de contrôle ou de vérifications réglementaires éventuellement nécessaires à l'ouverture ou à l'exploitation de l'établissement concerné feront, le cas échéant, l'objet de missions distinctes définies dans les conditions particulières.

Cette mission ne s'étend donc pas, à titre d'exemples, aux aléas relatifs à l'hygiène, aux nuisances et aux pollutions, ni aux aléas visés par d'autres rubriques, notamment à la solidité, qui est réputée acquise, elle ne comprend pas le contrôle du fonctionnement, à l'exception toutefois de celui des dispositifs de sécurité.

En ce qui concerne les personnes handicapées à mobilité réduite, la présente mission porte exclusivement sur les dispositions du règlement de sécurité visé à l'article R.123.12 du Code de la Construction et de l'Habitation, concernant la protection contre les risques d'incendie et de panique.

Il est précisé que cette mission ne vise pas la sécurité générale du chantier.

10.5.2. **Ouvrages et équipements soumis au contrôle technique**

Sont soumis au contrôle technique les ouvrages et équipements :

- Faisant partie des marchés de la construction, objet du présent contrat
- Visés, du point de vue de la sécurité des personnes, par la législation ou réglementation en vigueur applicable à la construction du fait de sa destination telle que définie au permis de construire.

Il s'agit :

- Des dispositions constructives et des moyens de secours relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique
- Des dispositions relatives aux garde-corps
- Des installations électriques liées au projet, y compris logement et espaces extérieurs
- Des installations de chauffage, réfrigération conditionnement d'air
- Des installations de gaz et gaz spéciaux, liquides et matières inflammables, y compris stockage
- Des installations de ventilation
- Des conduits de fumée

Les conditions particulières ou à défaut les rapports du Contrôleur Technique précisent la réglementation de référence, ainsi que les ouvrages et éléments d'équipement visés.

10.5.3. **Exécution de la mission de contrôle technique**

Lorsqu'il existe des prescriptions particulières pour l'exécution de la mission définie à l'article 11.2.1, et des prestations réglementaires relatives au contenu des vérifications ou contrôles de sécurité des ouvrages et équipements pendant les phases de conception et d'exécution des travaux, la mission du Contrôleur Technique est exécutée conformément à ces prescriptions.

Si lesdites prescriptions n'existent pas, la mission du Contrôleur Technique comporte exclusivement les prestations suivantes, sous réserve des modifications ou adjonctions apportées par les conditions particulières.

10.5.4. **Pendant la phase de conception du projet**

L'examen des documents techniques établis par les différents intervenants, devis descriptifs, plans, notes de calculs, procès-verbaux d'essais...

L'examen de la prise en compte des éventuelles prescriptions spéciales imposées par le permis de construire.

La vérification éventuelle de la stabilité au feu des structures par référence au D.T.U,

Des contacts éventuels avec la Commission de Sécurité compétente ou son représentant.

Cette première phase de mission est assortie de la production des **trois AVIS** suivants: un à l'issue de la phase APS sur l'ensemble du Projet un à l'issue de la phase APD et un à l'issue de la phase PRO (RICT) explicitant les avis portés sur les documents techniques examinés.

Le Contrôleur Technique adresse ces avis au maître de l'ouvrage et au titulaire du marché de conception réalisation dans les délais prévus à l'article 12.8.

Outre les examens sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle technique et effectués à l'initiative du titulaire du présent marché, le contrôleur technique doit impérativement :

- Assister aux réunions pour lesquelles il est explicitement convoqué en présence des divers acteurs du projet (Maîtrise d'Ouvrage, Assistant à Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre...) : **1 réunion de validation de dossier à chaque phase de conception (APS, APD, PRO, DCE) + 1 réunion avec le SDIS)**

- Assister aux réunions ponctuelles organisée, demandées par le maître d'ouvrage ou l'assistant maître d'ouvrage, dans le cadre desquelles un point rapide mais précis sur des questions relatives pour la future phase de chantier)
- Rester en liaison avec les représentants permanents de l'équipe de projet.

10.5.5. **Pendant la phase d'exécution du projet**

L'examen des conditions dans lesquelles s'effectuent les vérifications techniques auxquelles sont tenus, pour leurs propres prestations, les constructeurs visés à l'article 1792.1 du Code Civil.

Dans ce but, le Contrôleur Technique :

- ✓ Assiste le Maître d'ouvrage dans les modifications éventuelles en cours de travaux
- ✓ Procède à des visites en cours d'exécution :

Le contrôleur technique doit pendant toute la durée des travaux (préparation + exécution) de l'opération :

- ✓ Assister aux réunions hebdomadaires de chantier **(1 réunion toutes les 3 semaines minimum)**.
- ✓ Assister à chaque réunion des maîtrises **(1 réunion par mois)**
- ✓ Effectuer des visites de chantier et des contrôles inopinés **(1 visite minimum imposée toutes les 2 semaines en dehors de la réunion de chantier)**
- ✓ Assister aux réunions (pour lesquelles il est explicitement convoqué) abordant les aspects relevant de ses domaines contractuels de prestations, en présence du directeur et du personnel de l'entreprise concernés par la réalisation des travaux
- ✓ Effectue une visite après terminaison des travaux
- ✓ Etablit les rapports exigés par la réglementation concernant la sécurité des personnes et portant sur les ouvrages et équipements réalisés au stade de la réception des travaux
- ✓ Etablit, en particulier, le rapport nécessaire à la mise sous tension des installations électriques

La vérification du Contrôleur Technique comprend, outre la remise des rapports, la participation à une réunion de mise au point des observations, une visite des travaux effectués pour tenir compte des remarques contenues dans lesdits rapports et l'établissement d'un avis définitif faisant état de la levée de toutes les observations.

Les vérifications sur chantier ne porteront que sur les parties visibles ou accessibles au moment de l'intervention du Contrôleur Technique qui ne procédera à aucun démontage ou sondage destructif.

Toutefois, si le Contrôleur Technique en exprimait la demande, pour l'exercice de la mission, les opérations de démontage nécessaires seraient effectuées à la diligence du maître de l'ouvrage.

Les essais de réaction ou de résistance au feu des matériaux et éléments constructifs ne sont pas à la charge du Contrôleur Technique. Les procès-verbaux qui sanctionnent ces essais dans un laboratoire agréé seront fournis au Contrôleur Technique par les intervenants intéressés.

10.6. MISSION RELATIVE A L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES (TYPE HAND) :

Cette mission est exécutée conformément aux dispositions du décret n° 99-443 du 28 mai 1999 et ses annexes, ainsi que tout texte postérieur susceptible de s'appliquer au projet.

Cette mission est relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées. Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Hand sont ceux qui découlent d'un défaut d'application des dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité des constructions

aux personnes handicapées. La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipements concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires.

Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation, les systèmes de chauffage, production d'eau chaude sanitaire et la ventilation, étant précisé que leur examen est effectué exclusivement sous l'angle de l'isolation thermique et des économies d'énergie.

Partie III– MISSIONS DU COORDONNATEUR SECURITE ET SANTE DES TRAVAILLEURS

11. Article 11 – MISSIONS DU SPS – MODALITES D'EXECUTION

La construction d'une résidence étudiants site de BERLIOZ à Nantes (44) est une opération nécessitant une mission au sens de l'article R138-9 du Code du travail de 2ème catégorie.

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, le coordonnateur doit, tant au cours de la phase de conception, d'études et d'élaboration du projet que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés ci-après.

Le Coordonnateur SPS intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la constatation de la levée des réserves.

Dans le cadre de la mission de coordination phase chantier « Les plans de préventions à établir pour toutes interventions en dehors des limites du chantier mais dans l'enceinte de l'établissement, seront réalisés par le coordonnateur, avec l'entreprise concernée en accompagnement de la maîtrise d'ouvrage. »

11.1. GENERALITES :

11.1.1. Mettre en œuvre les principes généraux de prévention :

- Eviter les risques ;
- Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- Combattre les risques à la source ;
- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales, et l'influence des facteurs ambiants ;
- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

Ces principes sont pris en compte notamment lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier, en vue de permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail qui se déroulent simultanément ou successivement, de prévoir la durée de ses phases et de faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

11.1.2. **Tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site, à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté et, à cet effet, notamment :**

- Procéder avec le Maître d'ouvrage, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels,
- Communiquer aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le Maître d'ouvrage et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que, s'agissant des chantiers non-clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans le site universitaire.

11.2. **PHASE DE CONCEPTION :**

Le titulaire sera associé aux études de conception du projet, dès le stade de l'avant-projet, jusqu'à la remise du PRO par le titulaire du marché de conception réalisation.

11.2.1. **Au cours de cette phase, le titulaire assurera les tâches suivantes :**

- Consultation des gestionnaires des réseaux publics de façon à intégrer leurs exigences en matière de maintien, voire de déplacement des installations.
- Elaboration du Plan Général de Coordination (P.G.C.) et du Registre - Journal, documents définis aux articles L235.6, L235.9 et R238.20 à R238.25 du Code du Travail.
- En phase DCE, l'établissement de la Déclaration Préalable visée aux articles L235.2 et R238.1 à R238.2 du Code du Travail, qui sera remise au maître d'ouvrage. (pré-remplie et comportant l'ensemble des informations concernant les interlocuteurs de l'opération et le chantier à venir). Ce document sera transmis à l'Assistant Maître d'Ouvrage, copie Maître d'Ouvrage et comportera les noms et adresse des organismes auxquels ce document doit être envoyé (coordonnées complètes).
- Vérification que les ouvrages d'aménagement tels que voirie et réseaux indispensables à l'intégration de la sécurité au sens des articles L235.16 et R238.40 à R238.45 du Code du Travail sont pris en compte dans le projet.
- s'assure que les sujétions déjà définies par le maître d'œuvre et afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, respectent les contraintes de sécurité des travailleurs du chantier et du public ;
- établit un rapport exprimant son avis sur l'ensemble des points précités ; (un rapport par phase (ESQ-APS-APD-PRO) et un rapport par réunion de conception en dehors des réunions de validation. Exemple : réunion interne entre la maîtrise d'œuvre et le CSPS par exemple)
- veille à la préservation de la sécurité et de la santé du public (riverains, personnel, malades, visiteurs...), eu égard aux risques résultant de la présence du chantier ;
- définit la matérialisation des zones qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le public, notamment en dehors des limites strictes du chantier ;
- précise de même, en concertation avec le maître d'œuvre, les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux ;
- définit les moyens à mettre en œuvre en matière d'installations sanitaires, vestiaires, restauration ;

- définit les dispositions à mettre en œuvre pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier ;
- prend en charge l'éventuelle problématique amiante et accompagne le diagnostiqueur amiante sur site afin de cerner avec lui les éléments
- en phase PRO et DCE, établit en concertation avec le Maître d'Ouvrage, l'assistant à Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre un plan d'installation de chantier dont il devrait assurer le respect strict en phase travaux ;
- Le PGC finalisé
- Le projet de DIUO

A chacune des phases d'études de maîtrise d'œuvre (APS, APD, PRO et DCE), le coordonnateur SPS établit la synthèse de ses remarques sous forme de rapports s'appuyant, dans la mesure du possible, sur des points réglementaires précis. Le rapport particulier concernant la phase d'études de projet, correspondant à la fin des études (soit DCE), doit comporter une synthèse de l'évolution des mesures de coordination en matière de sécurité et de santé depuis le début de la phase conception.

Par ailleurs, la notice d'organisation générale du chantier établie par le maître d'œuvre fait l'objet d'une analyse spécifique sanctionnée par un rapport du coordonnateur SPS.

Ainsi et afin de satisfaire aux différents points listés ci-avant, le coordonnateur SPS devra prévoir d'être présent :

- à chaque réunion de validation de phase conception
- à chaque réunion qui lui sera demandée par le maître d'ouvrage ou l'assistant maître d'ouvrage afin de travailler avec les différents acteurs de l'équipe de projet sur des sujets précis
- lors des éventuelles opérations de repérage amiante complémentaire à réaliser par le diagnostiqueur AMIANTE (voir ci-dessous)

Gestion de la problématique AMIANTE

Le coordonnateur SPS, nommé par le maître d'ouvrage, dispose de toute la phase conception pour analyser les risques liés à l'opération et définir des sujétions qui devront permettre de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises afin d'éviter toute exportation de la pollution à l'extérieur du chantier, que celui-ci se trouve sur ou à proximité d'un site en exploitation.

L'ensemble de ces mesures figureront dans le PGS établi par le coordonnateur SPS.

Ainsi, la phase de conception du projet constitue la phase la plus importante de sa mission puisque la qualité de son analyse des risques, dont le PGC est l'aboutissement, dépend en grande partie la santé et la sécurité des salariés des entreprises intervenantes, des populations environnantes du chantier (démolitions) et des usagers des locaux (réhabilitation). Par ailleurs, depuis le 1^{er} juillet 2006, il est rappelé que les rapports de repérage amiante doivent être annexés au CCTP.

Dans le cadre d'un chantier de réhabilitation ou de démolition (et durant la phase conception tout particulièrement), le rôle du coordonnateur SPS est primordial :

- Il doit, d'une part, jouer son rôle d'alerte en cas d'absence de réalisation d'une mission de repérage amiante
- Il doit, d'autre part, tenir compte des éléments pertinents (ou non) contenus dans les rapports de repérage amiante pour la rédaction de son PGC.

Ainsi, dans le cadre de son analyse des risques dont il sera pleinement responsable, le coordonnateur SPS produira, autant que nécessaire et à chaque production d'un nouveau rapport amiante durant la phase conception, un rapport d'analyse critique des risques (indépendant de tout autre document) des dits rapports. Le coordonnateur SPS (qui ne peut être un expert cependant) doit en outre effectuer des contrôles de base. Par conséquent, s'agissant de l'amiante, une lecture approfondie et attentive du contenu des listes de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante (liste non exhaustive contenue dans l'arrêté du 2 janvier 2002 liste non exhaustive mais néanmoins plus complète annexée à la norme NF X 46-020) associée à la connaissance des travaux à effectuer (ce que permet la bonne coopération avec le maître d'œuvre) permettront au coordonnateur SPS de détecter les insuffisances des rapports et d'en informer, par voie de conséquence, le maître d'ouvrage.

Enfin, des visites sur le site, en compagnie de l'opérateur spécialisé en repérage AMIANTE et mandaté par le maître d'ouvrage, permettront au coordonnateur SPS de confirmer ses doutes. Le coordonnateur SPS devra donc prévoir un temps de présence pour cette mission dans le cadre de la phase conception. A défaut de contrôles de sa part, le PGC ne pourra être donc considéré comme un document adapté aux travaux à effectuer et sera donc rejeté par le maître d'ouvrage jusqu'à ce que la santé des

travailleurs présent sur chantier (et au-delà) et des personnes non concernées par les travaux (populations environnantes, usagers des locaux) soient garanties par le dit coordonnateur SPS qui engagerait la responsabilité pleine et entière de professionnel sachant.
Nota : la problématique amiante peut concerner des ouvrages tant intérieurs, qu'extérieurs (réseaux, enrobés, etc...)

Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC)

Le coordonnateur SPS élabore le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé prévu à l'article L.4532-8 du Code du travail.

Le coordonnateur SPS commence à élaborer le PGC dès le début des études d'avant-projet.

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 10 jours calendaires à compter de la réception par ses soins du dossier d'études de projet transmis par le maître d'œuvre pour remettre au maître de l'ouvrage la version du PGC à joindre au dossier de consultation des entrepreneurs.

Le plan général de coordination (PGC) définit :

- ✓ Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par la maîtrise d'œuvre en coordination avec le directeur d'établissement.
- ✓ La répartition des mesures de coordination en matière de sécurité et de santé listées entre les différents lots de travaux.
- ✓ Les modalités de vérification des ouvrages provisoires par les entreprises qui en ont la responsabilité ;
- ✓ Les conditions de manutention (appareils de levage) ;
- ✓ Les délimitations et aménagements des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux ;
- ✓ L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
- ✓ Les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site. L'analyse des interactions vis-à-vis de l'établissement (utilisateurs, usagers, fonctionnement, réseaux....) est effectuée en concertation avec le maître d'ouvrage ;
- ✓ Les sujétions découlant des interférences avec l'extérieur (public, visiteurs, réseaux publics ...) ;
- ✓ Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité ;
- ✓ Les consignes pour les secours et l'évacuation des personnels ;
- ✓ Les modalités de coopération entre entreprises ;
- ✓ Les modalités de contrôle d'accès au chantier.

Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)

Le coordonnateur SPS constitue le Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le DIUO, dont le cadre est défini par l'article R.4532-95 du Code du travail, rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Le DIUO précise notamment les dispositions prises :

- pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture ;
- pour l'accès en couverture, et notamment :
- les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée ;
- les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions fréquentes ;
- les chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes ;
- pour faciliter les travaux d'entretien intérieur, et notamment pour :
- le ravalement des halls de grande hauteur,
- l'accès aux cabines et machineries d'ascenseur,
- l'accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire,
- les changements ou essais d'appareillage situés en hauteur.

Il indique, en outre lorsqu'ils ont été aménagés à cet effet, les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à la disposition du personnel chargé des travaux d'entretien.

Le DIUO doit être un document facile à utiliser ; son organisation sous la forme de fiches avec nomenclature est souhaitée. Ces fiches comporteront les références des plans des ouvrages exécutés à consulter pour préparer l'intervention. De même, il sera agrémenté obligatoirement de photos des existants (locaux, équipement) pour permettre la parfaite compréhension des modalités de réalisation des interventions ultérieures.

Registre-journal de la coordination

Le coordonnateur SPS :

- ouvre et met à jour le registre-journal de la coordination ; (copie obligatoire en salle de réunion de chantier)
- consigne dans leur ordre chronologique tous les événements liés à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- fait viser par le maître d'œuvre et les autres acteurs les points du registre les concernant ;
- transmet au maître de l'ouvrage, à l'assistant maîtrise d'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au registre-journal dès modification depuis le dernier envoi au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire.
- Transmet au Maître d'Ouvrage, à l'Assistant du Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre, un rapport à l'issue de chacune des réunions de chantier.

Le registre-journal se présente comme un cahier à pages numérotées, complété par les annexes auxquelles il est fait référence.

Phase conception :

En phase conception, sont consignés au registre-journal :

- tous les avis, observations ou notifications que le coordonnateur SPS juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- tous les événements intéressant la prévention, et notamment les avis émis sur les dossiers d'études et les suites qui leur sont données.

Prestations spécifiques à l'élaboration du DCE

Prestations à destination de l'assistant maîtrise d'ouvrage.

Le coordonnateur SPS contribue à l'élaboration du DCE en proposant à l'assistant maîtrise d'ouvrage, l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs sur le chantier, notamment :

- les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entrepreneurs de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération ;
- les modalités pratiques de coopération en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Le PGC
- Le projet de DIUO

Prestations à destination du maître d'œuvre.

Le coordonnateur SPS contribue à l'élaboration du DCE en proposant au maître d'œuvre l'ensemble des éléments, concernant la sécurité et les moyens qui lui sont attribués, à étudier dans le but de faire figurer les prescriptions appropriées dans les clauses techniques et administratives des marchés de travaux.

De plus, le coordonnateur SPS propose au maître d'œuvre, l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs sur le chantier, notamment :

- les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entrepreneurs de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération ;
- les modalités pratiques de coopération en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- le PGC;
- le plan installation de chantier

11.2.2. Modalités minimales contractuelles de présence imposées au coordonnateur SPS **Présence minimale imposée au titre du présent marché :**

Phase conception

Le coordonnateur SPS doit pendant toute la durée de la phase conception de l'opération :

- Assister aux réunions pour lesquelles il est explicitement convoqué en présence des divers acteurs du projet (Maîtrise d'Ouvrage, Assistant à Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre...) lorsque les aspects de sécurité et de protection de la santé sont abordés (chantier et utilisation ultérieure) : **1 réunion de validation de dossier à chaque phase de conception (APS, APD, PRO, DCE)**
- Assister aux réunions ponctuelles organisée, demandées par le maître d'ouvrage ou l'assistant maître d'ouvrage, dans le cadre desquelles un point rapide mais précis est fait des questions relatives à la sécurité et à la protection de la santé pour la future phase de chantier ou pour aborder les problématiques liés aux diagnostics réalisés (**2 réunions au minimum**).
- Assister le diagnostiqueur, autant que nécessaire, pour réaliser les prélèvements nécessaires qui seraient à opérer suite à analyse critique faite par le CSPS des rapports de repérage déjà faits (présence à estimer par le CSPS dans son offre).
- Rester en liaison avec les représentants permanents de l'équipe de projet.

11.3. PHASE DE REALISATION :

11.3.1. **Cadre général de la mission du coordonnateur SPS en phase réalisation :**

Concertation avec le maître d'œuvre et le coordonnateur de chantier (OPC).

Interlocuteur privilégié des intervenants sur le chantier en matière de sécurité et de santé des travailleurs, le coordonnateur SPS exerce sa mission en concertation avec le maître d'œuvre et le coordonnateur de chantier (OPC).

Mise en œuvre des principes généraux de prévention.

Le coordonnateur SPS veille à la mise en œuvre effective des principes généraux de prévention définis à l'article L. 4531-1 et 2 du Code du travail.

Le coordonnateur SPS tient à jour, adapte le plan général de coordination (PGC) et veille à son application.

Le coordonnateur SPS veille à ce que les dispositions prévues au plan général de coordination soient bien appliquées, afin que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Il adresse des courriers RAR autant que nécessaires aux entreprises dès que la sécurité et l'hygiène ne sont pas respectées, et sur toute demande du Maître d'Ouvrage ou Assistant du Maître d'Ouvrage.

Coordination des activités des entreprises en matière de sécurité.

Le coordonnateur SPS organise, entre les différentes entreprises, présentes ou non ensemble sur le chantier (y compris les sous-traitants), la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, leurs informations mutuelles et l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité.

La coordination ainsi préconisée par le coordonnateur SPS doit être définie en concertation avec le maître d'œuvre et l'OPC (ordonnancement-pilotage-coordination).

Sécurité du public.

Le coordonnateur SPS veille à la sécurité permanente du public et des activités à proximité desquelles est implanté le chantier.

Maintien en bon état d'hygiène sur le chantier

Le coordonnateur SPS est responsable du maintien en bonne hygiène du chantier, tant intérieur qu'extérieur. Il devra établir des rapports détaillés tout au long de la phase chantier tant que infractions seront constatées (rapports comprenant des photos). Il identifiera les entreprises responsables dans les manquements aux règles d'hygiène.

Dans ce cadre, en relation avec le maître d'ouvrage et/ou l'Assistant Maître d'ouvrage, il adressera autant que nécessaire et que demandé par le maître d'ouvrage ou l'AMO, des courriers recommandés de rappels aux entreprises défaillantes.

Adaptation du PGC

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au registre- journal de la coordination. Il communique au fur et à mesure ces modifications aux titulaires des marchés de travaux.

De même, le coordonnateur SPS harmonise et intègre dans le PGC, au fur et à mesure de leur élaboration, les PPSPS et en avise immédiatement le maître d'œuvre, le Maître d'Ouvrage et l'Assistant du Maître d'Ouvrage.

Ce PGC ainsi harmonisé est mis à jour au minimum 1 fois par mois, à chaque déclaration de sous-traitance et diffusé systématiquement avant chaque réunion des maitrisés à l'AMO et au Maître d'ouvrage.

11.3.2. Phase préparatoire du chantier

Missions du coordonnateur SPS

Pendant la phase préparatoire du chantier, le coordonnateur SPS :

- tient le registre-journal de la coordination ;
- transmet le plan général de coordination (PGC) à tous les intervenants ;
- adapte le PGC à l'installation de chantier proposée par chaque entreprise et acceptée par le maître d'œuvre, et au calendrier de travaux définitif notifié par ordre de service aux entreprises ;
- harmonise le PGC en fonction des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- collecte les PPSPS de l'ensemble des entreprises présentes sur le site ; celles-ci devront obtenir l'aval du coordonnateur SPS qui vise le document accepté et formule ses remarques par écrit ;
- diffuse les PPSPS des entreprises chargées des prestations principales (Gros Œuvre par exemple) aux autres entreprises appelées à intervenir sur le site.

Inspection commune de chantier

Le coordonnateur SPS procède avec chaque entreprise (y compris toute entreprise sous-traitante), préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune aux fins de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise doit réaliser, les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de santé prévues pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant la remise du PPSPS. Elle fait l'objet d'un procès-verbal écrit, signé par le coordonnateur SPS et le représentant de l'entreprise, et référencé au registre-journal.

Ce procès-verbal est adressé au maître de l'ouvrage, à l'assistant maîtrise d'ouvrage et au maître d'œuvre.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage des dates et heures de chaque inspection commune, afin de leur permettre d'y participer s'ils le jugent opportun.

Informations préalables

Au cours de l'inspection commune, il appartient à chaque entreprise de transmettre les informations préalables coordonnateur SPS :

- nom et adresse de l'entreprise ;
- date approximative d'intervention sur le chantier ;
- durée des travaux effectifs prévisible sur le chantier ;
- nature des travaux sous-traités et identification des sous-traitants ;
- consignes particulières de sécurité à observer par les autres intervenants.

D'une manière générale, le coordonnateur SPS consigne systématiquement ses visites dans le registre-journal.

Durant la phase préparatoire du chantier, sont notamment consignés au registre-journal :

- l'arrivée d'une nouvelle entreprise (y compris sous-traitants) ;
- la remise d'un plan particulier de sécurité et de santé ;
- l'arrêt d'un poste de travail ;
- la tenue d'une réunion sur le site ;

- le Plan général de coordination (PGC) et ses additifs ; dans un contexte de travaux en site occupé, il est probable que le périmètre du chantier évolue en cours de projet (base vie, accès) etc... Il est indispensable que le CSPS, en lien avec les équipes de groupement de maîtrise d'œuvre, anticipe ces évolutions en préparation des hypothèses. Les coûts de ces évolutions (ex : escalier provisoire, déplacement plateforme déchets, base vie) devront être anticipés et communiqués avec le groupement de maîtrise d'œuvre afin que ce dernier les intègre dans les prestations demandées aux entreprises (DCE). Il s'agit de limiter le risque de TS qui pourraient être demandés par les entreprises
- les Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) et leurs additifs ;
- les procès-verbaux des inspections communes faites avec chaque entreprise ;
- les comptes rendus de réunions.
- Les avis et conseils à la maîtrise d'ouvrage sur la limitation des risques de coactivité vis-à-vis des étudiants/utilisateurs du site, d'un éventuel chantier voisin et des riverains.

11.3.3. Phase travaux.

D'une manière générale le coordonnateur SPS :

- consigne systématiquement ses visites dans le registre-journal et les diffuse dans les 48 H maximum qui suivent son passage. Ses registres seront systématiquement agrémentés des photos de défaillances ou carences constatées sur site
- consigne au registre-journal l'ensemble des remarques et observations visées par les personnes concernées.
- Consigne les courriers RAR de rappel et/ou relance qu'il a adressé aux entreprises
- Consigne les états faits au cours des inspections communes du chantier, PPSPS-reçus, visés et acceptés ou non réalisés (mandataire et sous-traitant)
- Consigne le point de situation complet SPS établi et transmis au groupement de maîtrise d'œuvre, l'OPC, à la maîtrise d'ouvrage et son représentant avant chaque réunion des maîtrises

Lors de la transmission mensuelle du registre-journal, le coordonnateur SPS joint un compte rendu d'avancement de l'exécution de sa mission

Interférences avec les activités d'exploitation

Pour les travaux portant sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures en exploitation, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent les mesures édictées par l'article R.4532-14 du Code du travail.

Le coordonnateur SPS propose, en tant que de besoin, les adaptations à apporter aux modalités d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage.

Comme suite à l'inspection commune avec le ou les chefs d'entreprises concernés et après concertation avec eux, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site. Après accord du maître d'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le Plan Général de Coordination.

Le coordonnateur SPS propose également au maître de l'ouvrage les dispositions à soumettre à l'autorité compétente pour qu'elle arrête les conditions particulières d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage pendant les travaux (en matière de protection contre l'incendie par exemple).

Gestion de la coactivité

Notion d'excès de coactivité.

La coactivité est dite excessive lorsque l'intervention simultanée de plusieurs entrepreneurs en un même lieu, non imposée par des impératifs techniques, est susceptible de générer des risques pour la sécurité ou la santé des travailleurs concernés.

Prévention de l'excès de coactivité.

Au vu du projet de calendrier détaillé d'exécution des travaux, des plans d'exécution éventuels, du plan d'installation de chantier, des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS), le coordonnateur SPS identifie géographiquement (sur les plans) et temporellement (sur le calendrier d'exécution) les lieux d'intervention simultanée de plusieurs acteurs. Il établit en liaison avec les intervenants concernés, notamment les entrepreneurs, la synthèse des niveaux de co-activité propre à

l'opération et identifie les phases critiques caractérisées par des regroupements de tâches susceptibles de conduire à un excès de co-activité.

Il notifie aux entrepreneurs, au maître d'œuvre et au coordonnateur OPC de chantier la nature et la localisation des phases critiques et les invite à rechercher des organisations différentes présentant un niveau de coactivité admissible.

Il note les dispositifs, consignes, moyens mis en commun, contraintes particulières qu'il a pris, préconisés ou notés.

Responsabilité du coordonnateur SPS.

En cas d'excès de coactivité sur le chantier constaté par toute autorité compétente (inspection du travail, organisme d'assurance maladie, OPPBTP, maître d'œuvre), le coordonnateur SPS est tenu d'apporter la preuve qu'il a rempli entièrement ses obligations résultant du paragraphe précédent.

Résorption d'excès de coactivité.

Si, à un moment quelconque des travaux, le coordonnateur SPS constate un excès de co-activité, il doit examiner avec les acteurs concernés (coordonnateur OPC, maître d'œuvre, entrepreneurs) toutes mesures de réorganisation de l'ordonnancement des travaux permettant de conduire à un niveau de coactivité admissible.

Inspections de chantier

Le coordonnateur SPS procède à des inspections de chantier pour veiller :

- à l'application, par chaque entreprise, des dispositions prévues dans son marché et dans son Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS),
- au respect des règles de sécurité définies par la réglementation en la matière ou dans le Plan général de coordination ;
- à la mise en œuvre des dispositions retenues par le CISSCT.

Chacune de ces inspections fait l'objet d'une inscription au registre-journal et d'un mail au plus tard 48 heures suite au passage au Maître d'Ouvrage, Assistant du Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre.

Avis sur les dossiers d'études d'exécution

S'il l'estime nécessaire pour mener à bien sa mission, le coordonnateur SPS formule des observations écrites à l'assistant maîtrise d'ouvrage et au maître d'œuvre sur tout ou partie des documents d'exécution.

Cet avis sera transmis au plus tard 48 heures avant la tenue de la réunion de validation.

Autres prestations du coordonnateur SPS

En complément des prestations définies ci-avant, le coordonnateur SPS doit, pendant la phase réalisation, les prestations suivantes :

- tenue du registre-journal de la coordination et diffusion de ces RJ d'inspections ou de visites inopinées 48h maximum après visite (photos de situations de défaillances impérativement jointes)
- établissement des statistiques d'accidents de travail ;
- analyse des rapports d'accidents établis par les entreprises pour proposer toute mesure utile à leur non-renouvellement ;
- examen des mesures envisagées pour satisfaire aux demandes des organismes officiels ;
- assistance au maître de l'ouvrage dans les réunions éventuellement organisées sur ce thème avec les partenaires publics (mairie, police nationale, pompiers, inspection du travail ...) ;
- apport de compléments au Dossier d'Intervention Ulérieure sur Ouvrage (DIUO) au fur et à mesure de l'avancement du chantier.
- Adresser aux entreprises des courriers RAR de rappel et/ou relance autant que nécessaire et dès demande du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre ou de l'Assistant à Maître d'Ouvrage.
- Produira autant de fois que demandé par l'OPC, le groupement de maîtrise d'œuvre ou un représentant de la maîtrise d'ouvrage, un état des inspections communes réalisées, PPSPS reçus, visés et acceptés (mandataire et sous-traitant)
- Adressera systématiquement et automatiquement, 48 heures minimum avant la réunion des maîtrises : un état des inspections communes et PPSPS à l'OPC, le groupement de maîtrise d'œuvre ou un représentant de la maîtrise d'ouvrage mais également un point de situation complet sur la mission CSPA

11.3.4. Temps de présence :

Le coordonnateur SPS doit pendant toute la durée des travaux préparation + exécution) de l'opération :

- assister aux réunions hebdomadaires de chantier dans le cadre desquelles un point rapide mais précis est fait des questions relatives à la sécurité et à la protection de la santé (fréquence laissée à la libre appréciation du coordonnateur SPS) **(1 réunion toutes les 2 semaines minimum).**
- assister à chaque réunion des maîtrises **(1 réunion par mois)**
- effectuer des visites et contrôles inopinés sur le chantier afin de veiller au respect des règles et de détecter d'éventuelles situations dangereuses du point de vue de la sécurité et de la protection de la santé, ces visites et contrôles étant consignés dans le registre-journal **(1 visite minimum imposée toutes les semaines en dehors de la réunion de chantier)**
- assister aux réunions pour lesquelles il est explicitement convoqué en présence des divers acteurs du projet (Maîtrise d'Ouvrage, Assistant à Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre...) lorsque les aspects de sécurité et de protection de la santé sont abordés (chantier et utilisation ultérieure)
- rester en liaison avec les représentants permanents sur le chantier des entreprises, de la maîtrise d'œuvre et du titulaire de la mission d'OPC (ordonnancement-pilotage-coordination)

PRESENCE COMPLEMENTAIRE LAISSEE A L'APPRECIATION DU COORDONNATEUR SPS

Dans l'hypothèse où les situations de présence imposées ci-avant ne sont pas suffisantes pour permettre au coordonnateur SPS de remplir complètement sa mission dans des conditions satisfaisantes, il lui appartient de se rendre sur le chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposent, notamment :

- au cours de certaines phases du chantier particulièrement délicates pour la sécurité et la protection de la santé ;
- ***pour participer aux réunions spécifiques organisées par le maître d'œuvre, hors réunion de chantier, sur problème de sécurité bien déterminé.***
- ***Lorsque sa présence est considérée comme indispensable ou réquisition de l'inspection du travail***

11.4. **PHASE DE RECEPTION DES TRAVAUX :**

Au plus tard un mois après la date retenue pour l'achèvement des travaux, le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage, en trois exemplaires, le Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) partiel.

Le Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) comporte notamment :

- tous les documents tels que les plans et notes techniques de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;
- le dossier de maintenance des éléments de sécurité mis en place pour l'intervention ultérieure sur l'ouvrage (localisation, durabilité et caractéristiques précises des éléments de sécurité mis en place pour la maintenance) ainsi que le dossier de maintenance des lieux de travail tel que défini à l'article R. 4211 du Code du travail ;
- une notice générale d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (élaborée par le coordonnateur SPS), et recensant les mesures de sécurité à mettre en œuvre en cas d'interventions ultérieures sur l'ouvrage.
-

11.5. **PHASE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT**

Au plus tard un mois avant la fin de la garantie de parfait achèvement (GPA), le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage, en trois exemplaires, le Dossier d'Intervention Ulérieure sur Ouvrage (DIUO) définitif.

Partie IV - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES INTERVENTIONS DU COORDONNATEUR SPS ET DU CONTRÔLEUR TECHNIQUE

11.6. ETENDUE DES ACTES :

Le Coordonnateur SPS et le Contrôleur Technique s'engagent à accomplir tous les actes qui apparaîtront nécessaires, compte tenu des natures et domaines d'intervention qui lui sont confiés par le présent contrat, pour mettre en garde le Maître d'Ouvrage contre les conséquences fâcheuses de dispositions qu'il est possible de relever à l'examen du projet et des dispositions prises par le titulaire du marché de conception réalisation pour assurer la sécurité des travaux.

Le Coordonnateur SPS et le Contrôleur Technique sont juges, sous leur responsabilité du caractère de nécessité des actes en cause.

Ces actes comprennent en tout premier lieu l'évaluation technique par le Coordinateur SPS et le Contrôleur Technique du projet et/ou des travaux par rapport aux dispositions des documents réglementaires et normatifs existants, des bonnes pratiques reconnues, ceci dans son domaine de spécialité.

11.7. EXAMENS CRITIQUES :

Tout au long de la conception, les interventions du Coordonnateur SPS et du Contrôleur Technique comportent l'examen critique des documents - pièces écrites ou dessins - fournis par le titulaire du marché de conception réalisation par leurs sous-traitants et éventuellement par les fabricants d'équipements rendus solidaires par l'article 1792-4 du Code Civil.

Cet examen se concrétise par des avis rédigés dans une forme accessible au Maître d'Ouvrage à qui ils sont destinés. Ces documents doivent également être rédigés dans une forme accessible le titulaire du marché de conception réalisation et aux entreprises intervenant sur le site.

Si le Coordinateur SPS et le Contrôleur Technique n'ont pas reçu les documents qu'ils estiment nécessaires à leur intervention, ils sont tenus de le signaler au Maître d'Ouvrage.

11.8. INTERVENTIONS SUR CHANTIER, ET RECEPTION :

L'intervention du Coordonnateur SPS et du Contrôleur Technique pendant l'exécution des travaux comporte autant de visites de chantier, qu'il est nécessaire pour renseigner le Maître d'Ouvrage et le titulaire du marché de Maîtrise d'Oeuvre sur le respect, par des clauses concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs intervenant sur le site, ainsi que l'exploitation à venir de la Cité Universitaire.

La mission du Contrôleur Technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction a été normalement surveillée et qu'elle est appropriée au projet. Dans ce but, il doit notamment signaler au Maître d'ouvrage les essais qu'il estimerait nécessaire.

Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le Contrôleur technique et le coordonnateur SPS.

Si le signataire n'est pas l'agent visé à l'Acte d'engagement, il opère sous la responsabilité personnelle et par délégation de cet agent nommément désigné.

Le Contrôleur Technique informé de la date à laquelle il sera procédé aux opérations préalables à la réception, fournit avant cette date au maître d'ouvrage, un rapport récapitulatif signalant en particulier ceux de ses avis qui n'ont pas été suivis d'effets.

A ce rapport sera joint l'ensemble des avis que le bureau de contrôle aura été amené à formuler durant la réalisation de l'opération.

11.9. PERIODE DE PARFAIT ACHEVEMENT :

Durant la période de parfait achèvement qui suit la réception, le contrôleur technique continue à fournir ses avis comme ci-dessus ; à la fin de cette période, il établit un second rapport récapitulatif selon un plan identique au premier.

11.10. CONSEILS AU MAITRE D'OUVRAGE :

Pour ce qui concerne la sécurité des personnes, le Coordonnateur SPS et le Contrôleur Technique donnent leur avis sur l'application des divers règlements de sécurité.

11.11. MOTIVATION DES AVIS :

Dans les domaines non couverts par des textes de lois, des règlements, et s'ils ne se réfèrent pas aux documents normatifs, lorsqu'ils existent, le Coordonnateur SPS et le Contrôleur Technique doivent motiver dans leurs avis les raisons pour lesquelles il s'en écarte :

- ✓ Règles techniques,
- ✓ Fascicules du cahier des clauses techniques générales,
- ✓ Normes NF,
- ✓ Avis techniques.

Toutefois, dans les domaines où il n'existe pas de règles ou de connaissances précises, il est admis que dans ses avis le Coordonnateur SPS et le Contrôleur Technique se bornent à attirer l'attention du Maître d'Ouvrage sur les risques encourus.

11.12. LIMITATION DES SURCOUTS :

Le Coordonnateur SPS et le Contrôleur Technique s'engagent à agir avec toute la diligence souhaitable et à mettre en œuvre les moyens qui permettent d'éviter autant que faire se peut les surcoûts et les retards évitables qui pourraient découler de leur intervention.

Pendant l'exécution des travaux le Coordonnateur SPS et le Contrôleur Technique adressent directement au titulaire du marché de conception réalisation une copie pour information de leurs avis et rapports au Maître d'Ouvrage.

11.13. DELAIS :

11.13.1. Avis sur dossiers en cours de phase de conception :

Les avis à établir dans le cadre de l'examen des dossiers d'études APS, APD, et PRO seront produits dans les délais suivant à compter de date de la communication des pièces au titulaire (y compris par voie informatique), par le Maître d'Ouvrage :

Avis sur APS	10 jours
Avis sur APD	10 jours
Avis sur PRO	10 jours

11.13.2. Avis en cours de phase de réalisation :

Dans le cadre de la réalisation des travaux, les avis sur documents d'exécution, lorsque les avis du Coordonnateur SPS et du Contrôleur Technique seront nécessaires, seront émis dans un délai maximal de 7 jours à compter de la date de la communication des pièces (y compris par voie informatique) au titulaire par le titulaire du marché de maîtrise d'œuvre.

11.13.3. Rapports de fin de travaux :

Le D.I.U.O. et les rapports de fin de travaux du Contrôleur Technique seront produits dans un délai maximal de 21 jours à compter de date de la communication des pièces au titulaire par le titulaire du marché de maîtrise d'œuvre.

12. Article 12 MODIFICATION DU MARCHE

Lorsque des changements dans le programme, la consistance des travaux ou l'étendue de la mission auront pour effet une modification notable des missions du contrôleur technique et du coordonnateur SPS il conviendra que les parties contractantes procèdent d'un commun accord aux adaptations nécessaires à apporter aux clauses techniques ou financières du présent marché, par voie d'avenant.

En cas de dépassement des délais de réalisation des travaux, une décision de poursuivre sera mise en œuvre par le maître d'ouvrage.

13. Article 13 – PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de NANTES sis à :

6, allée de l'Ile Gloriette
44041 NANTES CEDEX, FRANCE.
Téléphone : 02.40.99.46.00 Télécopie : 02.40.99.46.58
Courrier électronique : greffe.ta-nantes@juradm.fr

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Toute décision défavorable au titre du présent marché, pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif précité dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.

Il est également possible de recourir au référé pré-contractuel dans un délai de 11 jours jusqu'à la signature du marché.

14. Article 14 – CLAUSES DEROGATOIRES AU CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Article du CCP	Déroge à l'article du CCAG Prestations Intellectuelles
6.2b	11
6.3	11.8
6.3	37

15. ANNEXE RELATIVE AU SERVICE D'ECHANGE ELECTRONIQUE DE GESTION FINANCIERE DES TRAVAUX

La présente annexe au CCAP fixe un cadre juridique à l'utilisation du service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information **EDIFLEX** mis en oeuvre par la société EPICTURE en accord avec le maître d'ouvrage, pour gérer les situations de travaux des entreprises titulaires d'un marché.

15.1. OBJECTIFS DU SERVICE EDIFLEX

La mise en place de ce service d'échange électronique d'information entre les acteurs du chantier a pour but :

- de gagner 2 à 3 semaines sur le circuit des documents afin que le service financier du Maître d'ouvrage en dispose dans les meilleurs délais et que les entreprises connaissent aussitôt les montants acceptés en paiement,
- d'éviter les litiges ou retards :
 - o en sécurisant le calcul des montants financiers (Respect des conditions financières des marchés et des règles en vigueur dans les marchés publics),
 - o en standardisant la présentation des documents,
 - o en permettant à chacun de suivre sur écran les documents qui le concernent dans la chaîne des intervenants,
- de réduire les coûts de gestion administrative des situations de travaux pour tous les acteurs.

15.2. OBJET DU SERVICE

Sur leur terminal raccordé au service, les représentants des parties concernées, ci-après dénommés les abonnés, gèrent les informations suivantes :

15.2.1. Le Maître d'Ouvrage

- Administrateur du service EDIFLEX, il enregistre la fiche d'identité des intervenants et les valeurs des index de révision utilisés dans les marchés,

- Responsable des marchés, il abonne les intervenants concernés puis enregistre les conditions financières des marchés des entreprises (marché initial, éventuels travaux modificatifs et sous-traitants en paiement direct),
- Il valide les DPGF et/ou BPU des entreprises, vérifiés par la Maîtrise d'oeuvre ainsi que les situations de travaux (validation valant "attestation de service fait"), après contrôle du Maître d'oeuvre.

15.2.2. Le Maître d'oeuvre

- Il vise pour accord les DPGF, les BPU et, chaque mois, les situations de travaux des entreprises, pour les lots dont il a la charge.

15.2.3. L'Entreprise

- Elle consulte les conditions financières de son marché puis enregistre sur écran la DPGF ou le BPU correspondant à son corps d'état en accord avec le Maître d'oeuvre, ceci pour le marché initial et les éventuels travaux modificatifs,
- Elle présente ses situations par saisie de ses avancements de travaux et des montants à payer à ses sous-traitants,
- Si nécessaire, elle signe les documents papier « Attestation de Paiement Directs » concernant les sous-traitants.

15.2.4. Dates de saisies des données

- Saisie des marchés de l'entreprise par le Maître d'ouvrage dans les 10 jours suivant la notification des marchés,
- Mise au point des DPGF/BPU de l'entreprise en liaison avec le Maître d'oeuvre, puis saisie des DPGF/BPU dans les 25 jours suivant la notification du marché,
- Situations de travaux :
 - o L'entreprise les présente sur EDIFLEX,
 - o La Maîtrise d'oeuvre les vérifie sur EDIFLEX au plus tard à J+8,
 - o Le Maître d'Ouvrage les vérifie et émet son " avis d'intention de payer " puis transmet les pièces justificatives à son service financier pour mandatement dans un délai permettant un paiement à J+30.

15.2.5. Gestion électronique et archivage des informations sur le serveur

Chaque intervenant veillera à mettre à jour son adresse « mail » sur sa « fiche abonné » afin de recevoir les messages d'alerte émis par le serveur EDIFLEX.

Les situations de travaux sont archivées sur le serveur EDIFLEX pendant toute la durée du chantier jusqu'à la date de fermeture du service définie à l'article suivant.

Les abonnés peuvent récupérer sur leur ordinateur les situations de travaux archivées sur le centre serveur pour les éditer localement, telle est la procédure utilisée pour éditer sur papier les pièces justificatives (situations de travaux et décompte général définitif (DGD), pièces qui doivent être archivées sur support papier par les intervenants concernés dans leur comptabilité selon les exigences légales.

15.2.6. Ouverture et fermeture du service

Le service est ouvert à partir de la date de notification des marchés ; les abonnés seront alors convoqués à une séance de formation au service EDIFLEX.

Les codes d'accès et mot de passe seront remis aux participants lors de la séance de formation. **Toutefois, en cas d'impossibilité d'assister à la formation, le code d'accès pourra être obtenu en contactant la hotline au 01 44 41 02 24**

La confidentialité est garantie par le mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.

Dès que l'entreprise aura envoyé son projet de décompte final sur le service EDIFLEX et que celui-ci aura été accepté par le Maître d'oeuvre, le Maître d'ouvrage pourra lui fermer l'accès au service.

Dès que le Maître d'oeuvre aura vérifié le dernier projet de décompte final de la dernière entreprise sur le service EDIFLEX, le Maître d'ouvrage pourra lui fermer l'accès au service.

Pour le Maître d'ouvrage, l'accès au service EDIFLEX sera fermé lorsqu'il aura validé et édité les DGD (Décomptes généraux définitifs) et qu'il aura récupéré les archives stockées sur le serveur EDIFLEX. Cette date de fermeture du service EDIFLEX sera confirmée par courrier adressé par le Maître d'ouvrage au prestataire.

Au-delà de cette fermeture du service, les informations ne seront plus disponibles sur le serveur EDIFLEX.

15.2.7. **Rôle de la société EPICTURE**

La société **EPICTURE** exploite le service EDIFLEX et, à ce titre, assure les prestations suivantes :

- Maintenance technique du service, suivant les fonctionnalités décrites dans les manuels utilisateurs accessibles en ligne sur le serveur, Page 3 sur 4

- Formation des abonnés à l'utilisation du service ; des séances de formation d'une ½ journée seront planifiées en fonction de l'intervention des entreprises,

- Assistance téléphonique pour les abonnés : du lundi au vendredi de 9h00 à 13h00 et 14h00 à 18h00 (vendredi, à 17h00).

La société **EPICTURE** garantit un service accessible en temps partagé sur le serveur tous les jours ouvrables du lundi au vendredi, (hors jours fériés), avec un taux minimal de disponibilité supérieur à 95 %.

En particulier, aucune communication ne pourra être effectuée à des tiers, sauf autorisation expresse du client.

La société **EPICTURE** s'oblige à respecter de façon absolue cette obligation au secret et à la faire respecter par son personnel.

15.3. **TERMINAL D'ACCES AU SERVICE**

Pour accéder au service, l'abonné devra disposer d'un ordinateur avec accès à INTERNET et messagerie électronique.

15.4. **CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DU SERVICE**

Les informations échangées avec les autres intervenants à travers le service ont pour but de réduire les échanges de documents sur support papier ; elles présentent donc la même valeur juridique que les informations contenues dans les documents sur support papier qu'elles remplacent.

A cet effet, l'abonné au service reconnaît explicitement par le présent document que :

15.4.1. **Authentification de l'abonné**

L'accès au service par son code d'accès et son mot de passe confidentiel implique son authentification vis à vis des informations qu'il émet.

15.4.2. **Emission d'information**

Les informations qu'il transmet à travers le service lui sont opposables jusqu'à preuve d'un dysfonctionnement du service.

Les validations des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent expression de la volonté de celui qui les a effectuées.

15.4.3. **Réception d'information**

Les informations qui sont communiquées à l'abonné à travers le service lui ont été réellement transmises, charge à lui de les consulter en accédant au service sauf constat que cet accès ne lui était matériellement pas possible,

Les validations par un intervenant des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent accusé de réception pour l'intervenant suivant.

15.4.4. **Edition d'information sur support papier**

Pour des raisons juridiques, certaines informations archivées dans le serveur pourront nécessiter une édition sur support papier pour signature, par exemple le décompte général définitif.

15.4.5. **Convention sur la preuve**

Par dérogation aux règles de preuve figurant au Code Civil et par l'application de l'article 109 du Code de Commerce, les parties déclarent que les informations délivrées par le service **EDIFLEX** de la société **EPICTURE** font foi entre elles tant qu'aucun écrit contradictoirement authentifié, venant remettre en cause ces informations informatisées, ne sera produit.

Dans le cas des transmissions à distance de données, les éléments tels que la date d'émission ou de réception ainsi que les données transmises feront foi par priorité telles que figurant dans les systèmes de la société

EPICTURE ou telles qu'authentifiées dans ses systèmes par les procédures informatisées de la société **EPICTURE**.

15.5. FACTURATION DU SERVICE EDIFLEX

Le coût du service est pris en charge par le Maître d'Ouvrage. L'abonnement au service comprend :

- l'ouverture des codes d'accès sur le serveur,
- la participation à une séance de formation (1/2 journée en début d'intervention), Page 4 sur 4

- la mise à disposition des manuels-utilisateurs, code d'accès et mot de passe,
 - l'assistance téléphonique pour l'utilisation du service,
 - le droit d'utilisation du service EDIFLEX (connexion sur le serveur),
 - l'archivage des informations sur le serveur durant le chantier,
- Le coût des fournitures suivantes est à la charge de chaque abonné au service :

- terminal d'accès au service (ordinateur + accès à Internet),
- frais de télécommunications lors de la connexion au serveur.

15.6. ARTICLES DU CCAG – TRAVAUX AUXQUELS DEROGES LA PRESENTE ANNEXE AU CCP

- Article 3 : *Obligations générales des parties*

Les dates de présentation des situations par l'entreprise, de vérification et de validation par les représentants cités au chapitre 2 ci-dessus, telles qu'elles figurent sur les écrans et les éditions du service Ediflex, font foi. Ces dates valent accusé de réception pour l'abonné suivant, conformément au circuit de vérification imposé par le service.

- Article 13 : *Modalités de règlement des comptes*

Les décomptes mensuels sont pris en charge et gérés par le service Ediflex qui détermine les informations qui les constituent, leur circuit de vérification et le modèle de présentation des pièces justificatives transmises au comptable public. Le service Ediflex évite ainsi les transmissions systématiques de décomptes sur support papier, l'envoi de lettres recommandées... tel que mentionné dans cet article 12 du CCAG